



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<http://www.peacebrigades.org>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 122

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

Le groupe national PBI-Belgium est une entité parmi d'autres de Peace Brigades International et, tous les trois ans, a lieu une assemblée générale de quelques jours, qui réunit les représentants des différentes entités de l'organisation internationale : projets, groupes nationaux, etc. Comme l'assemblée générale triennale de PBI se tenait il y a peu aux Pays-Bas, le secrétaire de PBI-Belgium, Michel Vasic, s'est rendu à Delft, fin octobre, pour participer à quatre jours de réunion intense en compagnie des autres représentants : des bénévoles et des employé-e-s des projets, des groupes nationaux, du secrétariat international et du Conseil international. Parmi les thèmes abordés et les décisions prises, les sujets habituels d'une assemblée générale : rapport financier, budget, rapports d'activités, etc.

Plusieurs séances ont été consacrées au nouveau Plan stratégique mondial, qui fixe des objectifs ambitieux pour PBI au cours des six prochaines années. Des propositions ont été présentées pour la modification du mandat de PBI et du mandat des groupes nationaux pour mieux refléter la diversité de notre travail actuel, et pour permettre aux entités de répondre avec souplesse à l'évolution des contextes et relever des nouveaux défis.

On a aussi passé beaucoup de temps à parler des défis dans la collecte de fonds. Les projets Nepal Monitor et Indonésie ont donné des présentations approfondies sur leurs modèles de travail actuels, originaux, innovants et uniques au sein de PBI.

Bien qu'une grande partie de l'AG ait été consacrée à d'intenses discussions, les participants ont également pris le temps de faire connaissance, échanger des expériences et identifier des synergies entre les différentes entités. La réunion a été ponctuée de nombreux moments de détente, des jeux nous permettant de nous dynamiser le matin et lors des pauses.

On se souviendra de la volonté commune d'aboutir et du talent de l'animatrice, qui a réussi à obtenir des accords par consensus sur la plupart des sujets de discussion, alors qu'au départ cela paraissait plutôt ambitieux, pour employer un euphémisme. Les seuls sujets sur lesquels il n'y a pas eu consensus demandaient de plus amples analyses juridiques, et ont donc été reportés.

Cette réunion a notamment pris la décision de déménager le bureau international de Londres à Bruxelles, suite au Brexit. Le groupe de bénévoles bruxellois assiste le bureau international dans sa recherche de locaux et son examen des formalités administratives.

Dans ce numéro...

Guatemala

La réglementation de la consultation populaire, un processus très contesté
Page 2

Un atelier sur la sécurité dans l'Alta Verapaz
Page 3

Colombie

Désillusions sur le chemin de la paix
Page 4

Assassinat de Mario Castaño, un leader dans la lutte pour la récupération des terres communautaires
Page 5

Honduras

Verdacht. Verliezende president "wint" plots toch weer
Page 6

Dans le mouvement

Trois soirées d'information à Bruxelles ces derniers mois
Page 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Guatemala

La réglementation de la consultation populaire, un processus très contesté

Depuis quelques années, le sujet de la réglementation de la Convention 169 et de la consultation préalable fait débat au Guatemala. En cause, de l'avis des différents secteurs sociaux, un manque de compréhension de ce que signifie la consultation pour les peuples autochtones.

La Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) affirme une série de droits fondamentaux des peuples autochtones que les États doivent respecter et garantir. L'Accord vise à atténuer la situation d'injustice historique dans laquelle les peuples autochtones ont vécu. Aussi l'accent est-il mis sur le respect et la protection des cultures et des modes de vie de ces peuples. Cet accord international a été ratifié par l'État du Guatemala en 1996. Selon les termes de la Cour Constitutionnelle (CC) du Guatemala, c'est un droit fondamental à caractère collectif par lequel l'État est obligé d'établir des procédures de bonne foi visant à recueillir l'avis libre et informé de ces communautés lorsque des actions gouvernementales, législatives ou administratives, peuvent les toucher directement, afin d'établir des accords ou des mesures qui soient méritoires. Aussi devrait-on s'assurer de la pleine participation des peuples indigènes aux décisions relatives à l'utilisation, la gestion et la conservation des ressources naturelles des territoires qu'ils occupent. Selon la CC, la consultation a pour objectif de rendre possible la pleine réalisation en tant que peuple, c'est-à-dire l'opportunité et la possibilité réelle de participation aux sphères de décision sur la forme, le moment et la raison des mesures qui ont ou auront une incidence sur leurs vies.

L'évolution de la consultation préalable au Guatemala. Entre affirmation et restrictions.

Les consultations préalables, libres et informées, telles qu'envisagées dans l'Accord, ont été étroitement liées à la situation socio-économique du pays. Comme le note Julio González, de Madre Selva, un collectif écologiste actif au Guatemala, les consultations se sont succédées en cascade parce que le modèle économique, imposé depuis 2000, se caractérise par un boom de l'exploitation minière, en raison de l'augmentation du prix de l'or et de l'argent. A partir de ce moment commencent à arriver les entreprises transnationales qui voient une opportunité dans des pays où les réglementations sont très flexibles et où on peut obtenir des privilèges sur base de la corruption administrative. Face cette situation se produit une appropriation du mécanisme de la consultation par les peuples autochtones.

Même si les résultats des consultations ne sont pas contraignants, les communautés n'ont pas renoncé à leurs efforts pour se faire entendre et exercer leurs droits. Entre 2005 et 2015, plus de 75 consultations ont été réalisées, auxquelles ont participé plus de 800 000 personnes. Julio González souligne que, à mesure que le conflit s'intensifiait, les gens comprenaient que l'enjeu



était la défense des ressources naturelles telles que l'eau, polluée par l'exploitation minière, les monocultures de palmiers et de cannes, et affectée par les barrages des centrales hydroélectriques. Tous ces conflits s'additionnent. Et plus il y a de conflits, plus il y a de mécanismes de consultation pour empêcher ces industries de s'implanter sans le consentement des communautés.

En 2009 est apparu un changement de jurisprudence de la CC, indiquant que le droit de consultation des populations autochtones fonctionne comme une extension ou une première ligne de défense d'autres droits fondamentaux, tels que la propriété, la culture, la santé, la liberté de culte, etc. Les hauts magistrats ont ajouté que l'absence de réglementation interne ne peut être considérée comme un obstacle insurmontable pour remplir cette mission.

Réguler la consultation, mais comment et au bénéfice de qui ?

Comme le souligne Julio González, sous le gouvernement du président Colom (2008-2012), il y a eu une tentative de présenter un projet de règlement, mais celui-ci a été rejeté par tous les secteurs. De plus, une action en justice a été déposée contre le président pour avoir promu ce règlement. Le gouvernement actuel a repris cet effort et met de nouveau en œuvre un processus de réglementation de la consultation envisagée dans la Convention 169. Il existe toutefois une forte méfiance de la part des différents secteurs sociaux.

Pour Julio González, le processus mis en place pour réglementer la consultation porte en soi de sérieuses contradictions et incohérences : « *L'officialisation d'un guide pour mener des consultations basées sur la Convention 169 est non seulement illégale, mais immorale, puisqu'une réglementation de la consultation est réalisée sans consulter qui que ce soit. Ils travaillent en fait en fonction de leurs intérêts, c'est-à-dire en excluant la territorialité indigène.* »



A m é r i q u e s

Le sujet de la réglementation de la Convention 169 et de la consultation préalable couvre une série de débats pour l'avenir du Guatemala. Au fond de tout ce débat, il y a un manque de compréhension de ce que signifie la consultation pour les peuples autochtones, une difficulté très bien identifiée par Omar Jerónimo, coordinateur d'une organisation communautaire : « *On pense que la consultation est une pratique électorale, où le oui ou le non l'emporte. Pour les peuples autochtones, ce n'est pas une consultation. C'est un processus constant de dialogue dans les communautés. C'est un processus pour atteindre un niveau de conscience collective et de consensus communautaire. Le principe fondamental des peuples autochtones est la recherche de l'équilibre. Or celui-ci ne s'obtient pas lorsque 40 personnes sont en désaccord ou que quelqu'un décide de faire «x» ou «y» parce que ceux qui ont perdu dans le processus sont affectés. Ce n'est pas un processus de consultation des communautés ; pour eux, la consultation est un processus constant de dialogue. C'est la recherche des actions qui servent réellement la communauté en tant que telle et non un groupe ou la majorité. Pour les peuples autochtones, le dialogue est sans fin, constant et circulaire.* »

Il est essentiel de garder à l'esprit l'histoire et la mémoire des peuples autochtones du Guatemala, afin de comprendre les processus qui se déroulent aujourd'hui. A ce propos, Rigoberto Juárez, membre d'une organisation locale, souligne que « *non seulement ils nous ont privés des*



grandes portions de la terre la plus productive du pays, mais ils s'en sont emparé et y ont amassé leurs richesses en asservissant nos ancêtres. Maintenant que les droits fondamentaux ont été reconnus pour nos peuples, ceux qui sont incorporés dans des instruments juridiques, l'État témoigne d'une incroyable insolence, continue de servir ces groupes de pouvoir, et, en usant de mensonges, cherche à violer ces instruments juridiques pour continuer à avancer dans la dépossession de nos territoires, où nous avons abrité, soigné et reproduit la plus grande diversité biologique et culturelle du pays.»

Gustavo Garcia

Un atelier sur la sécurité dans l'Alta Verapaz

PBI a organisé un atelier sur la sécurité pour les communautés de Cahabón, Alta Verapaz, dans le cadre de la construction des centrales hydroélectriques Oxec I et II.



Les 9 et 10 septembre 2017, PBI a organisé un atelier sur le thème de la sécurité et de l'auto-défense dans la communauté de Cahabón. Un spécialiste dans ce domaine a animé l'atelier dans la langue Q'eqchi et environ 60 personnes y ont participé. Le nombre élevé de participants démontre clairement le besoin pour plus de sécurité, compte tenu de la répression de la résistance contre le projet des centrales hydroélectriques Oxec I et II.

L'atelier a eu lieu deux semaines après la tenue d'un référendum, le 27 août, sur la construction de ces centrales hydroélectriques controversées. Le résultat était frappant : 26 537 personnes se sont prononcées contre ce projet et

seulement 11 pour. Les communautés ont organisé le référendum en réponse à la décision de la Cour Constitutionnelle approuvant, en mai dernier, la poursuite de la construction des centrales hydroélectriques jusqu'à la tenue d'un référendum.

Depuis juillet de cette année, PBI accompagne la résistance pacifique des communautés de Cahabón, du fait des diffamations et des menaces répétées auxquelles elles sont confrontées. Il s'agit de 190 communautés organisées sous la forme d'une assemblée de 150 membres.

L'approbation illégale de Oxec I et II

La Convention 169 de l'OIT exige que les communautés autochtones concernées soient consultées lorsqu'un projet économique (ici Oxec I et II) est prévu sur leur territoire. Cette consultation n'ayant pas encore eu lieu dans le cas de Cahabón, la Cour constitutionnelle guatémaltèque a révoqué l'approbation de la construction des centrales hydroélectriques Oxec I et II le 17 février 2017. Cependant, trois mois plus tard, le tribunal a infirmé sa décision et a délivré un permis de construire, bien que les communautés paysannes concernées s'opposent clairement au projet.

Article de PBI-Suisse



Colombie

Désillusions sur le chemin de la paix

Lentement, promesses non tenues, persistance du trafic de drogue : un an après la signature de l'accord entre le gouvernement et la guérilla des Farc, le bilan est mitigé.

Nul n'imaginait que le chemin de la Colombie vers une paix durable, ferme et définitive – selon la formule consacrée – serait aisé. Et il ne l'est pas. Un an après l'accord de paix historique signé le 24 novembre 2016 entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), ce pays, grand comme deux fois la France, riche notamment en émeraude, pétrole, or, café, charbon – mais aussi premier producteur mondial de cocaïne – ne sait toujours pas s'il est entré de plain-pied dans l'ère pacifiée tant attendue du post-conflit.

Une chose est sûre : la guérilla des Farc, ce groupe armé marxiste né en 1964 qui a mené une guerre sans merci contre l'Etat colombien durant un demi-siècle, est définitivement sortie de la clandestinité pour devenir la Farc (Force alternative révolutionnaire commune). Mieux encore, l'organisation a remis aux Nations unies en moyenne 1,3 arme par ex-combattant, ce qui est, selon les statistiques des organismes internationaux, un record mondial après un accord de paix.



Tentacules

Poursuivons les bonnes nouvelles : en termes de violence générale, les indicateurs se sont largement améliorés depuis 2012, date du début des négociations. Le temps des enlèvements est, pour ainsi dire, terminé :

les extorsions, les victimes de mines antipersonnel, les disparitions forcées, les déplacements de population sont devenus rares. Les homicides ont globalement diminué sur la plupart du territoire colombien. Mais dans certaines régions, l'augmentation des assassinats de leaders sociaux et de défenseurs des droits humains (au moins 94 entre le 24 novembre 2016 et le 31 octobre 2017, selon la Fundación Paz y Reconciliación) suscite d'immenses inquiétudes, et rappelle les heures noires du conflit.

Selon cette fondation, «environ 70 municipalités connaissent un regain de violence inconnu dans le reste du pays». Les raisons sont multiples. D'autres groupes armés illégaux ont pris le contrôle des territoires abandonnés par les Farc, notamment l'Armée de libération nationale, la deuxième guérilla colombienne, qui a entamé des négociations de paix en février mais vient à peine de décréter un cessez-le-feu unilatéral. Il y a surtout le Clan du golfe, un cartel de la drogue issu de groupes paramilitaires dont les tentacules s'étendent dans une bonne partie du pays et qui a annoncé vouloir négocier avec le gouvernement.

Amnesty International vient aussi d'exhorter le gouvernement à reconnaître l'existence permanente de groupes paramilitaires qui, sur certains territoires, œuvrent encore main dans la main avec la force publique. Le bureau du défenseur du peuple dénonce régulièrement, pour sa part, des situations dramatiques comme, il y a peu, les conditions humanitaires terribles de 370 personnes déplacées du village de San Juan, sur le littoral pacifique, et réfugiées depuis plusieurs semaines dans la ville de Buenaventura.

La Farc répète, de son côté et de plus en plus souvent, que le «gouvernement ne tient pas ses promesses». La nouvelle force politique affirme que la réincorporation à la vie civile des ex-guérilleros prévue par les accords de paix ainsi que la réforme agraire sont quasiment au point mort. La Farc déplore également l'assassinat de 32 ex-combattants ou membres de leur famille depuis la signature des accords.

Pour Amnesty International, le gouvernement colombien n'assure pas la sécurité des civils

Un an après la signature de l'accord de paix conclu avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), d'autres mouvements de guérilla et des groupes paramilitaires luttent pour contrôler des territoires dans le cadre de conflits qui font des ravages dans la vie des simples Colombiens, écrit Amnesty International dans un nouveau rapport le 22 novembre 2017. Intitulé *Years of solitude continue*, ce document rend compte du fait que l'accord de paix signé le 24 novembre 2016 a un impact très limité sur la vie de nombreuses communautés indigènes et afro-colombiennes dans le département du Chocó, où 60 % des habitants sont enregistrés comme victimes du conflit armé.



A m é r i q u e s

Dissidence

Le Français Jean Arnault, chef de la mission des Nations Unies en Colombie, a exprimé sa préoccupation sur la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix et jeté un pavé dans la mare, dernièrement, en affirmant publiquement que 55 % des combattants démobilisés avaient déjà quitté les 26 zones de réincorporation, désillusionnés. Le gouvernement a rétorqué que cela ne signifiait pas que ces démobilisés entraient dans la dissidence... Ce qu'ont confirmé les dirigeants des Farc, expliquant que certains partaient chercher du travail ailleurs faute d'avancée dans les projets productifs collectifs prévus par l'accord de paix, d'autres retournaient dans leurs familles, et d'autres encore, craignant pour leur vie, se mettaient à l'abri.

La persistance du trafic de drogue demeure un des plus grands défis pour l'établissement de la paix, quand on sait que la Colombie reste le premier producteur

mondial de cocaïne et que les intérêts pour ce marché en pleine croissance sont innombrables dans et hors du pays. L'ambitieux plan de substitution des cultures illicites (par le cacao notamment) prévu dans l'accord de paix en est à peine à ses balbutiements.

Enfin, le Congrès tarde à faire passer les réformes nécessaires à la transformation du pays. Les campagnes pour les élections législatives (en mars) et présidentielle (en mai) ont déjà commencé, et l'unité nationale qui prévalait dans la coalition gouvernementale avant la signature de la paix, a volé en éclats, mettant par exemple en péril l'approbation de la loi statutaire de la juridiction spéciale pour la paix, une des colonnes vertébrales de l'accord, qui doit être votée avant la fin du mois.

Article essentiellement dû à Anne Proenza et paru dans le journal *Libération* du 24 novembre 2017

Assassinat de Mario Castaño, un leader dans la lutte pour la récupération des terres communautaires

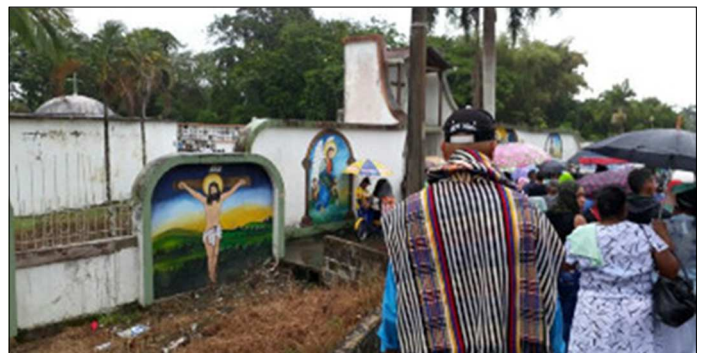
Le 29 novembre, les volontaires de PBI Colombie ont assisté à l'enterrement de Mario Castaño Bravo, assassiné sous les yeux de sa femme et ses enfants. Sa mort représente un coup dur pour les communautés d'Urabá, dans le nord de la Colombie, et pour leur combat pour la récupération de leurs terres.

Les volontaires PBI présents à l'enterrement ont fait part de leurs condoléances à la famille. « Un moment lourd en émotion. Les gens portaient vraiment la douleur dans leurs cœurs et on se sentait comme impuissants face à la situation », rapporte une volontaire.

Figure emblématique de la lutte pour la restitution des terres collectives de la région d'Urabá, Mario Castaño Bravo était un exemple à suivre qui restera gravé dans les mémoires. Un homme qui « savait semer des graines, même dans des sols durs ». Il faisait partie de l'organisation « Comunidades Construyendo Paz en los Territorios » (Conpaz) et du Conseil communautaire de La Larga Tumaradó. Vu sa position et les menaces qu'il recevait, Mario Castaño bénéficiait de mesures de protection fournies par l'Unité de Protection Nationale, qui n'ont cependant pas empêché son assassinat.

Population prise entre deux feux

La région d'Urabá se situe à la frontière colombienne avec le Panama. Un paysage magnifique entaché de sang du fait de la violence endémique qui y règne. Malgré le début du processus de paix, les menaces et les attaques perdurent, notamment envers les défenseurs et défenseuses luttant pour la restitution des territoires. La présence de différents groupes paramilitaires qui se battent pour le contrôle territorial est grandement responsable des conflits armés, dont



Urabá est le théâtre, au détriment des communautés qui se trouvent prises entre deux feux.

Pourtant, une loi stipule, depuis 1993, que le territoire d'Urabá est reconnu comme la propriété collective inaliénable des populations afro-descendantes. Malgré cela, les communautés ne possèdent que 3% de ces terres. Le reste a été vendu illégalement à des grands propriétaires ou est aux mains des paramilitaires.

Pas un cas isolé

L'assassinat de Mario Castaño n'est pas un cas isolé et ravive les craintes pour leur propre vie de tous les militants. Mais, malgré les dangers, tous gardent espoir que la situation va changer et que leurs communautés pourront vivre en paix.

Article de PBI-Suisse



Honduras

Verdacht. Verliezende president “wint” plots toch weer

Bron : MO.be. Zie www.mo.be/nieuws/honduras-verdacht-verliezende-president-wint-plots-toch-weer

Het is zondag 26 november, verkiezingen in Honduras. In tegenstelling tot vorige verkiezingen sluiten de stembureaus abrupt om vier uur ‘s middags hoewel er op verschillende plaatsen nog vele mensen in de rij staan. Vanaf dan wordt het wachten op de uitslag. Lang wachten.

Na middernacht geeft de kandidaat van de oppositie, Salvador Nasralla een persconferentie en verklaart zichzelf winnaar. Hij behaalde 45 procent van de stemmen. Anderhalf uur later geeft de huidige president Juan Orlando Hernández ook een persconferentie waarin hij zichzelf voor de tweede keer die dag feliciteert met een volgende ambtstermijn. De strategie om zichzelf vroegtijdig als winnaar uit te roepen en zo vol-dongen feiten te creëren werkte bij de vorige verkiezingen.

Na deze verklaringen kon het kiestribunaal niet meer zwijgen. Bijna tien uur nadat de stembureaus dicht gingen bevestigde de voorzitter, gelinkt aan de regeringspartij, de cijfers van oppositielid Nasralla. Hij lag bijna vijf procent voor op president Hernández. 57 procent van de stemmen waren geteld.

De binnen- en buitenlandse media kroonden Nasralla tot president. Statistisch gezien zou het bijna onmogelijk zijn dat Hernández alsnog zou winnen.

Nasralla aanhangers trokken feestend en zingend door de stad. Ze schreeuwden uit volle borst ‘JOH buiten’, een leuze die je vier jaar lang op elke manifestatie kon horen. In de volksmond wordt Juan Orlando Hernández hier gewoon JOH genoemd.

De eerste vreugdekreten slaan al gauw over in een afwachtende houding. ‘We weten waartoe ze in staat zijn’, vertelt de Hondurese student Juan aan MO.be. ‘Er kan nog volop gefraudeerd worden. Ze zullen de macht niet zo gemakkelijk uit handen geven.’

Een front tegen Hernández

Deze uitslag verwondert de waarnemers nochtans. Hondurese en buitenlandse analisten waren het roerend eens vooraf. De huidige president Juan Orlando Hernández van de Partido Nacional zou de verkiezingen winnen. Niet zozeer omdat hij de populairste was maar omdat hij gedurende zijn beleid de macht op een even ingenieuze als corrupte manier naar zich had toegetrokken.

Om een front tegen zijn kandidatuur te vormen verenigden verschillende partijen zich in de ‘Alianza de Oposición contra la Dictadura’ of ‘Oppositie Alliantie tegen de dictatuur’.

Nasralla, in een vorig leven een TV presentator, behoort tot de Anti-Corruptie Partij, maar de grootste partij in het bondgenootschap is LIBRE. Die partij ontstond uit

de politieke beweging die zich verzette tegen de staatsgreep van 2009, de voorzitter ervan is de toen afgezette president Manuel Zelaya. Het is Zelaya die de echte touwtjes in handen heeft bij de Alliantie.

Het kiestribunaal zwijgt, de spanning stijgt

Na de eerste vreugdekreten van de Nasralla aanhangers stijgt vooral de spanning. Dat het kiestribunaal zo lang treuzelde met informatie is ongezien. De vorige verkiezingen verklaarde men bovendien al nadat 43 procent van de stemmen geteld waren dat Hernández de winnaar was.



Wanneer na die eerste verklaring zondagnacht het kiestribunaal opnieuw zwijgt, vergroot het wantrouwen. Dinsdagochtend geeft de waarnemerscommissie van de EU dan maar een persconferentie. Ze rapporteren enkele onregelmatigheden en roepen het kiestribunaal op transparanter te communiceren.

Dat het wantrouwen stijgt en velen beginnen te vrezen voor geweld is niet zo verwonderlijk. Hernández is enorm machtig. Via benoemingen, hervormingen en wetsvoorstellen kreeg hij disproportionele controle over cruciale staatsinstellingen, waaronder het kiestribunaal. Zo slaagde hij er in zich terug kandidaat te stellen voor een nieuw mandaat terwijl hervervorming ingaat tegen de grondwet. Bovendien heeft hij de steun van het leger, de elite, de media en de VS.

Tegen dinsdagnamiddag zijn er nog steeds geen nieuwe cijfers van het kiestribunaal. Nu beginnen vele mensen bang te worden. Sommigen gaan alleen naar buiten indien nodig. Wie wel nog op straat komt zijn de aanhangers van beide partijen, men vreest voor confrontaties. Op sociale media maar ook onder internationale organisaties beginnen er geruchten over een mogelijke staatsgreep te circuleren.

Geruchten over een staatsgreep

Ook in de whatsapp groepen waar MO.be deel van uitmaakt worden vlijtig geruchten en zekerheden gedeeld. Foto's van scherpschutters, filmpjes van tientallen legertrucks, fraude met stembiljetten, verdachte elektriciteitspannes gedurende de tellingen, de regeringspartij die aan het onderhandelen zou zijn om niet vervolgd te worden voor corruptie en drugshandel.

Sommigen vermoeden dat deze geruchten vooral een strategie zijn om angst te zaaien. In een land waar in 2009 nog een staatsgreep plaatsvond, gepleegd door de bondgenoten van Hernández en dat sinds zijn beleid gebukt gaat onder een verregerende militarisering is de vrees voor een staatsgreep of repressie niet ongegrond.



A m e r i k a

Ook het vermoeden van fraude is niet gratis in één van de meest corrupte landen van Latijns-Amerika.

Wint Hernández dan toch?

Hoewel Luis Zelaya, de presidentskandidaat van de andere voornaamste oppositiepartij Partido Liberal, en Eduardo Facussé, één van de machtigste grootgrondbezitters van Honduras, de huidige president opriepen om zijn nederlaag toe te geven blijft Hernández volhouden dat hij de winnaar zal zijn eenmaal alle stemmen geteld zijn.

Misschien krijgt hij gelijk. Tegen dinsdagavond publiceert het kiestribunaal eindelijk nieuwe cijfers. Vanaf dan publiceert het kiestribunaal op geregelde tijdstippen, hoewel woensdag naar verluidt hun computersysteem het even begaf. Tegen donderdagnacht zijn 94,3 procent van de stemmen geteld. Hernández staat 1,5 procent voorop.

Voor vele Hondurezen is dit een bevestiging dat Hernández en co zoveel macht hebben dat ze de tellingen naar hun hand kunnen zetten. Geruchten gaan de ronde dat stembiljetten in Nasralla's voordeel niet meer geteld werden.

Filmpjes en foto's beginnen te circuleren die moeten bewijzen dat er gefraudeerd werd. Hondurezen weten het nu zeker, Hernández zal tot winnaar uitgeroepen worden. Gabriel Garcia Marquez had het niet surrealistischer kunnen bedenken.

Al sinds woensdag hangt er een grimmige sfeer in Honduras. Aanhangers van beide kandidaten komen op straat, de ene al feestend de anderen kwaad. De betogingen van Nasralla-aanhangers worden met traan gas uiteen gedreven. De universiteit en vele scholen gaan dicht. Ook ambassades en internationale organisaties raden mensen aan om niet naar buiten te komen. De militaire politie, een creatie van Hernández, waarschuwt zij die de overwinning van Hernández niet respecteren en protesteren, bestraft zullen worden onder de anti-terrorisme wet, nog zo'n creatie van Hernández.

Donderdagavond slaat de sfeer om. Op verschillende plaatsen in het land vinden blokkades en protesten plaats. In de volkswijken en op cruciale verkeerspunten ontstaan brandhaarden. Naar verluidt schoot de militaire politie twee manifestanten dood. Overal in de hoofdstad Tegucigalpa hoort men schoten, militaire standbeelden worden vernield. Het voelt zoals de staatsgreep in 2009. Er wordt opgeroepen om vrijdag massaal op straat te komen. Hondurezen zijn woedend en ontgoocheld.

'We wisten dat deze verkiezingen slecht een toneel waren om de dictatuur te verankeren. We hebben meegespeeld maar als ze onze stem niet willen horen

bij de verkiezingen dan laten we ze op de straat horen', raast een vriend op facebook. 'Ze stelen alles van ons, ons geld, ons land en nu onze stem. Dit laten we niet zomaar gebeuren.'

Nog eens vier jaar Hernández betekent meer van hetzelfde volgens Sara, een jonge Hondurese artieste.

'Meer machtsconcentratie en misbruik, meer corruptie, meer militairen, meer neoliberale megaprojecten.'

Dit zal niet naar de zin zijn van grote delen van de bevolking. Sociale conflicten zullen toenemen. 'We zullen nog meer moorden krijgen op activisten zoals Berta Caceres. Na deze verkiezingen zullen "zij" zich helemaal onaanraakbaar voelen', besluit Sara.

Honduras blijft een kruitvat

Hoewel veel Hondurezen zich geen illusies maakten dat ook de Alliantie zou lijden aan kwalen als corruptie en machtsmisbruik

betekende Nasralla voor velen de hoop om Hernández zijn macht te doorbreken en de hoop op een iets progressiever beleid. Het zou moeilijk regeren geweest zijn want de partij van Hernández heeft de meerderheid in het parlement en gemeenten. Zoals de staatsgreep van 2009 aantoonde zou een president als Nasralla niet naar de zin geweest zijn van de Hondurese elite, het leger en de VS. Gezien die recente geschiedenis en machtsverhoudingen verbaast het verloop van de voorbije week misschien iets minder.

Hondurezen hopen met straatprotesten Hernández zijn zoveelste machtsgreep tegen te houden maar velen weten uit ervaring dat alleen de internationale gemeenschap, en dan vooral de VS, iets te zeggen hebben aan Hernández.

Bij de Amerikaanse ambassade was het muisstil deze week. Misschien helpen de straatprotesten wel om druk uit te oefenen op die internationale gemeenschap en waarnemerscommissies zodat ze fraude uitsluiten voor ze de verkiezingsresultaten aanvaarden.

Maar uit ervaring weten veel Hondurezen ook dat de internationale gemeenschap zal oproepen tot kalmte, uiteindelijk de verkiezingen zullen erkennen en dat de waarnemers dan naar huis zullen gaan.

Het was een spannende week in Honduras. De komende dagen blijven cruciaal. De presidentskandidaten en hun aanhangers zullen hun tegenstanders de overwinning niet gunnen. Straatprotesten komen er zeker, hoe ontwrichtend die zullen zijn en hoe lang die zullen duren weet niemand. Repressie komt er zeker ook. De straatprotesten zullen na een poosje uitdoven, maar de druk in het kruitvat Honduras zal met deze verkiezingen weer iets hoger zijn. En Hernández' macht onaangetast.

Frauke Decoodt



Trois soirées d'information à Bruxelles ces derniers mois

Ces dernières semaines, le groupe de PBI-Belgium actif à Bruxelles s'est démené pour organiser, sur moins de deux mois, trois soirées d'information sur trois projets latino-américains de PBI : au mois d'octobre dernier, avec des défenseurs des droits humains mexicains et, début décembre, sur les accords de paix en Colombie et la situation des droits humains au Honduras. A défaut de pouvoir l'annoncer à temps dans un bulletin trimestriel, nous en livrons ici un compte rendu succinct, agrémenté de l'une ou l'autre photo.

Rencontre avec des défenseurs des droits humains de Oaxaca (Mexique) le mardi 10 octobre 2017



Présente dans le sud du Mexique depuis plus de 15 ans, PBI a eu le plaisir de rencontrer deux activistes originaires d'Oaxaca dans le cadre d'une conférence-débat : Marcos Arturo Leyva Madrid, de l'organisation EDUCA, et Rosalinda Dionicio, de l'organisation COPUVO. Marcos Arturo Leyva Madrid est le directeur de l'organisation qu'il a fondée en 1994 : EDUCA – Servicios para una Educación Alternativa. Depuis lors, avec ses Services pour une éducation alternative, il travaille en étroite collaboration avec les communautés autochtones et agricoles d'Oaxaca. Quant à Rosalinda Dionicio, elle est la coordinatrice de l'organisation des peuples unis de la vallée d'Ocotlán (CPUVO), qui demande la cessation immédiate des activités de la mine de San José et travaille étroitement avec EDUCA, qui soutient la résistance de la communauté.



Présentation du rapport d'une mission internationale de vérification sur la mise en oeuvre des accords de paix en Colombie le mardi 5 décembre 2017.



En partenariat avec la Fondation Mundubat, PBI a présenté le rapport "La Paix ne se perçoit pas, l'espoir se maintient", résultat d'une Mission Internationale réalisée en Colombie pour vérifier la mise en oeuvre des accords de paix entre le gouvernement colombien et les FARC-EP, avec un accent mis sur le genre. Deux défenseur-e-s des droits humains étaient présents : Franklin Castañeda, président du Comité de Solidarité avec les prisonniers politiques, et membre de la Commission Nationale des Garanties de Sécurité (institution créée dans le cadre des accords), et Marcia Mejía Chirimía, leader indigène Eperara Siapidara, coordinatrice du groupe de femmes de l'organisation régionale ACIVA et porte-parole de CONPA

Rencontre avec Aurelia Martina Arzu Rochez, de l'organisation hondurienne OFRANEH, le vendredi 9 décembre 2017

La défenseuse hondurienne Aurelia Arzu, de l'Organización Fraternal Negra de Honduras (OFRANEH), est venue présenter le travail de protection et de défense des territoires ancestraux du peuple afro-caribéen garífuna au Honduras. Non sans évoquer la personnalité de Berta Cáceres, cette militante environnementaliste assassinée chez elle en mars 2016 pour s'être opposée à la construction d'un barrage hydraulique, la militante Aurelia Arzu a parlé de la situation des droits humains au Honduras, du processus électoral qui vient de se dérouler dans des conditions contestées, ainsi que de la campagne d'intimidation dont sont victimes au Honduras des défenseurs de l'environnement comme elle et ses collègues de l'OFRANEH.

